# MIGRATION INTERNATIONALE ET IDE: EVIDENCE EN ALGÉRIE

Par :. **DJELTI Samir**
Université de Mascara & Laboratoire de la macroéconomie organisationnelle

**ABDELHAFIT Idir**
EHEC Alger & Laboratoire de Management

# Migration Internationale et IDE: Evidence en Algérie

Par : **Samir DJELTI**
Université de Mascara & Laboratoire de la macroéconomie organisationnelle

**Abdelhafit IDIR**
EHEC Alger & Laboratoire de Management

**Abstract** :

Le but de cet article est de vérifier l'existence des motivations des IDE par la migration internationale, plus simplement le fait si l'émigration des algériens a un effet positif sur l'attraction des IDE. Les résultats de cette étude montrent que l'effet des réseaux ethniques sur l'implantation des IDE est absent en Algérie. Aussi, les IDE en Algérie ont été marqués par une faiblesse durant la période 1970 – 2000 et une tendance croissante de ces flux à partir de l'an 2000. Par contre, les IDE Français non pas suivie la même tendance, ils n'ont commencé à croitre timidement qu'après 2007. Nous avons ainsi, essayé de fournir des explications pour ce retard général d'ouverture envers les IDE ainsi que celui qui concerne les IDE Français.

**Mots clé** : Migration Internationale, IDE, réseaux ethniques.

**Introduction** :

La migration internationale fait la une de l'actualité mondiale, selon les statistiques de l'Organisation Mondiale de la Migration (IOM, 2011) On dénombre plus de 215 millions de migrants internationaux dans le monde entier[1]. Depuis l'existence des statistiques la migration internationale ne cesse de croitre et de venir de plus en plus importante essentiellement à cause des nouveaux fléaux sociologiques, politiques et économique (les tentions sociale, l'intégration des immigrés, la migration irrégulière, la crise financière...etc.) originaire de ce phénomène.

La migration internationale est multidisciplinaire, elle est étudiée par les économistes comme le reste des spécialistes des sciences sociales. Les économistes insistent, d'un coté, sur les causes à travers les théories expliquant l'acte individuelle ou familial d'émigrer comme la théorie de Lewis (1954), Harris & Todaro (1970), Wallenstein (1974), Pior (1979) et la nouvelle économie de la migration du travail (NELM). De l'autre coté, les conséquences

1 Il est important que les statistiques fournit par IOM ne reflètent pas la réalité essentiellement à cause de la migration irrégulière.

de la migration internationale sur, premièrement, les économies des pays de destination essentiellement sur les structures du marché, les salaires des natives et les compétitivités entre native et immigrés.

Deuxièmement, Les études des conséquences de la migration sur les pays d'origine ont était divisé en trois vagues de pensées : en premier plan les optimistes (Grubel and Scott (1966) et Johnson (1967)) qui ont pensé que la migration est bénéfique pour les pays d'origine à travers les réseaux migratoires, les transferts de fonds et la migration retour. La deuxième vague, celle des pessimistes (Bhagwati & Hammada (1974), Usher (1977), Blomqvist (1986)) pensaient que cette migration est nocive pour les économies des pays d'origine du fait qu'elle les prive de ça propre main d'œuvre la plus qualifiée. Pour Bhagwati, l'émigration maintient les pays d'origine (généralement des PVD) dans une trappe de pauvreté empêchant par la suite leur développement. La troisième vague est dite la nouvelle économie de la migration du travail (NELM) initiée par (Stark & Bloom, 1985, Stark (1997), Montford (1997) et Vida (1998)) essayant d'équilibrer les choses entre les deux vagues en introduisant l'effet de la motivation de l'éducation par la migration internationale a coté du pessimisme fournit par les anciens optimistes.

Cette nouvelle vague de pensée a permit une explosion des littératures parallèle analysant les effets de la migration internationale sur le commerce internationale (Gould 1994), le capital Social (Jochen & Schumann, 2004), les institutions (Docquier, Lodigianib, Rapoport & Schiff, 2012), la Démocratie (Docquier, Lodigiani, Rapoport & Schiff, 2011), et la santé (Gibson, Stillman, McKenzie & Halahingano, 2010).

Contrairement aux études menées sur l'effet de la migration internationale et le commerce international, peu d'intérêt a été consacré à l'étude de la relation entre la migration internationale et les investissements directs étrangers. Récemment, on parle de la relation triangulaire entre « migration, commerce et IDE », beaucoup d'études ont essayé de déterminer la relation entre les trois flux (bien et services, capital et travail). La fameuse question est de savoir si ça existe une relation de complémentarité ou bien une relation de substitution entre les trois genres d'échange.

Nous pensons qu'historiquement, la migration est le premier acte de mouvement sur la planète. L'apparition et le développement du commerce international est le résultat des décalages dans le développement des économies et de l'organisation des Etats et surtout des contraintes posé sur les mouvements des personnes. Plus récemment, le premier investissement direct étranger est né après La fermeture des ports de Séville et de Lisbonne aux navires hollandais. Il s'agit de la VOC une société spécialisée dans le commerce des épices venant spécialement de l'inde est délocalisée dans les Spices-Island (Iles Moluques) en 1602 (Nyahoho, 2006). A l'époque, Les Pays-Bas avec la Hollande comme leader dans la navigation maritime ont devenus les maitres du commerce

international en Europe du nord. Donc, a cette époque là, les IDE ont étais un substitut au commerce international.

La deuxième interrogation et la plus importante, elle concerne l'effet de la migration internationale sur les IDE. Autrement dit : Est-ce que la migration internationale à des effets positifs sur le développement des investissements directes étranger ? Plus spécifiquement, les réseaux migratoires peuvent-ils renforcer l'implantation des IDE dans les pays d'origine en générale et en Algérie en particulier?

**1– Revue de la littérature** :

Au niveau macroéconomique, la littérature théorique sur les transnationales insiste sur un simple calcul des couts fixes de l'installation dans d'autres pays et les gains du à la diminution ou la suppression totale des couts de commerce international dans le cas d'investissement directe étranger horizontal[2] ou vertical, donc les bénéfices sont basés sur des facteurs de production moins chers. Plus généralement, on parle d'investissement directe étranger lorsque les bénéfices d'une délocalisation de production dépasse ou au moins récompense les couts dépensés pour maintenir la capacité de la conquête de plusieurs marchés (Markusen (2002); Barba Navaretti (2004); Helpman, Melitz et Yeaple (2004)).

Afin de trouver une piste pour lié la migration internationale au IDE, les économistes ont revenu sur l'analyse de ce qu'on a appelé avant « les couts fixe de capacité d'installer une production à l'étranger ». Parmi ces couts, nous ne trouvons pas seulement les terres, les équipements, les buildings ou les droits fiscaux mais aussi des couts de collecte d'information sur le climat des affaires actuel, la réglementation locale et la disponibilité des fournisseurs.

Dans les travaux de Ports (Ports et al. 2001, Ports & Rey 2005, Daude & Fratzscher 2008, Harding and Javorcik 2008), il a démontré que les couts de la collecte des informations sont très importants et que l'asymétrie des informations entrave les mouvements des capitaux. Aussi selon les mêmes économistes, les investissements directs étrangers sont très sensibles aux frictions des informations que les investissements ordinaires[3]. Parallèlement, l'efficacité des efforts de promotion de l'investissement est positivement corrélée aux capacités de réduire l'asymétrie de l'infirmation.

Les travaux empiriques déjà cité on met en relief l'importance des réseaux ethniques. Ces dernières servent comme une conduite d'information traversant les frontières nationales qui peuvent réduire les couts de collecte des informations et ainsi la réduction des couts fixe d'entreprendre des investissements directs étrangers. Toujours selon lui, le rôle que jouent les réseaux ethniques dans la réduction de l'asymétrie de l'information a été en premier lieux documenté dans le contexte du commerce international.

2 L'horizontal est la création des filiales qui produisent toutes des biens identiques. Le vertical est un investissement dans les soldes du portefeuille et les créances de sécurité.

3

Nous ne pouvons pas parler de la relation entre la migration internationale et les IDE sans présenter les travaux de Gould (1994). Selon cet économiste, les exportations et les importations des Etats Unis sont positivement corrélées avec les stocks des migrants présents aux USA, venants initialement des pays partenaires. Combes & al. (2003) et Head and Ries (1998) ont conclu les mêmes résultats lorsqu'ils ont examiné la base de données sur le commerce de Canada et de la France.

Plus tard, Rauch and Trindade (2002) ont été les premiers à distinguer les effets des réseaux comme une conduite d'informations d'un coté et comme un renforcement du mécanisme du contrat. Ils ont montré que la présence des réseaux ethniques chinois est plus importante pour le commerce des produits différenciés[4] que pour le commerce des matières premières homogènes. Ils ont ainsi conclu que en plus d'en servir comme une conduite d'information traversant les frontières nationaux, les réseaux ethniques peuvent fournir un contrat implicite des garanties et de décourager les comportements opportunistes à travers ces membres.

La littérature sur la relation entre les réseaux ethniques et les investissements directs étrangers est, comme nous l'avons déjà évoqué limitée. Les travaux sur le sujet ont cocluent des résultats mitigés : les travaux de Bhattacharya & Groznik (2008) et Buch et al. (2006) qui ont confirmé la relation positive entre les deux variables et les études de Kugler & Rapoport (2007) qui ont trouvé que la migration et les flux entrants d'IDE sont négativement corrélés actuellement mais qui ont met en exergue l'effet positif de la migration sur une augmentation des IDE future.

Dans leurs démonstrations, Kugler & Rapoport (2007), ont utilisé trois variables dépendantes, les IDE dans le secteur des services, les IDE manufacturiers et les IDE globaux. Ils ont ainsi classé les migrants par niveau d'éducation (primaire, secondaire et tertiaire). Leur approche se base sur une régression de la croissance du capital financée pas les IDE des Etats Unis dans les autres pays dans les années 1990 sur les stocks des migrants venants de ces pays et vivants aux USA en 1990 et le changement de ce stock entre 1990 et 2000. Utilisant une base de données contenant 55 pays, ils ont démontré une corrélation positive entre les investissements directs étrangers américains et le stock des migrants avec les niveaux d'éducation primaire et tertiaire, mais pas une corrélation significative pour le changement dans le stock des migrants.

Selon leur étude, les investissements directs étrangers dans le secteur manufacturier sont positivement corrélés avec le stock des migrants et le niveau tertiaire d'éducation. Par contre, le changement dans le stock des migrants avec le niveau secondaire influence négativement sur les IDE. Aussi, les IDE dans les services sont positivement corrélés avec le stock des migrants classés dans

4 Selon l'économiste, il est dur d'évaluer les produits différentiés nets.

le niveau tertiaire d'éducation tandis que le changement dans ce stock a une relation négative avec les IDE.

Dans le même contexte, Gao (2003) a orienté son travail vers l'étude des réseaux ethnique chinois et leur relation avec les investissements directs étrangers. Son analyse a conclu l'existence d'une corrélation entre le stock des IDE en Chine et la proportion de la population de race chinoise dans les pays d'origine des IDE.

Dans le même ordre d'idées, et concernant les réseaux chinois, Tong (2005), a montré que la robustesse des réseaux raciale bilatéraux chinois mesurés par le nombre des chinois résidants dans les deux pays est positivement corrélée avec le montant cumulatif de leurs IDE réciproques. Après avoir présenté les travaux de la littérature collectés sur le sujet, nous allons dans cette deuxième section étudier le profile migratoire algérien qui va nous refléter les réseaux ethnique de ce pays.

**2– L'émigration internationale des Algériens** :

Selon les statistiques de la banque mondiale (2011), le stock d'émigrants[5] en Algérie était de 1 211 100 en 201O ce qui fait 3,4 % de la population algérienne. En ce qui concerne le niveau d'éducation des émigrés, 9,4 % de la population émigrés à un niveau tertiaire dont 9 % sont des infirmiers et 2,8 % sont des physiciens nés en Algérie.

Ce même rapport fourni par la banque mondiale a également met l'accent sur les destinations majeurs des émigrés algériens, il a commencé par la France en premier ordre suivi par l'Espagne, Israel, le Canada, l'Italie, la Belgique, l'Allemagne, l'Angleterre, la Tunisie et les Etats-Unis. Ce classement peut nous donner une idée sur les orientations ainsi que l'importance des réseaux ethnique algériens à l'étranger.

Pour plus de détaille, nous allons présenter dans la figure suivante les destinations des émigrés algériens en 1995 et 2002. Cette figure révèle que la majorité des émigrés algériens vive en France avec 74,5 % en 1995 et 85 % en 2002 tandis que 8% sont dispersé sur le reste des pays européens, 5 % dans les pays Arabes et 2 % dans les pays nord américain. Durant la période étudiée (1995-2002), le stock des émigrés résidant l'étranger n'a pas enregistré une grande variation annuelle.

5 Représente les personnes qui sont nées en Algérie et résidés dans d'autres pays.

**Figure 1** : Les émigrés algériens par région/ pays de résidence 1995-2002

| Pays de résidence | 1995 | 2002 |
|---|---|---|
| France | 74,5 | 85 |
| Tunisie | 2,4 | - |
| Maroc | 2,0 | - |
| Belgique | 1,5 | - |
| UK | 1,2 | - |
| Canada | 0,8 | - |
| Allemagne | 0,7 | - |
| Espagne | 0,6 | - |
| Italie | 0,5 | - |

Source : CARIM, migration profil, 2010

Une autre base de données plus récente (circa 2008) conçue des statistiques collectées à partir des pays de destination. Cette dernière montre la variation des destinations ainsi que l'importance du Canada et de l'Espagne comme des nouvelles destinations pour les émigrés algériens. Par exemple, le pourcentage des émigrés algériens résidants l'Espagne était de 6,3 % (du total des émigrés) en 2009 avec une moyenne de croissance annuelle de 77,2 % de 1999 à 2009.

Cette nouvelle base de données, malgré qu'elle montre l'existence des changements dans les orientations et les ampleurs de la migration internationale, il est clair que la France demeure la destination majoritaire des émigrés algériens avec environs 75 % de la totalité des émigrés. Les dernières statistiques fournis par la banque mondiale, révèlent que la tendance migratoire des algériens vers la France a connu une croissance très forte, en 2011, les émigrés algériens vivant en France constituent plus de 90%. Ce qui fait de ce couloir migratoire le plus important en Algérie et parmi les plus importants à l'échelle mondiale.

Fi**gure 2** : Les émigrés algériens par pays de destination (CIRCA 2008)

| Pays de résidence | Nombre | % |
|---|---|---|
| France (2005) | 679 000 | 75,8 |
| Espagne (2009) | 56 201 | 6, 3 |
| Canada (2006) | 32 255 | 3,6 |
| Italie (2009) | 24 387 | 2,7 |
| Belgique (2008) | 20 295 | 2,3 |
| Allemagne (2009) | 13 148 | 1,5 |
| USA (2005) | 13 364 | 1,5 |
| Maroc (2005) | 11 581 | 1,3 |
| Tunisie (2004) | 9 612 | 1,1 |
| UK (2007) | 10 000 | 1,1 |

Source : CARIM, migration profil, 2010.

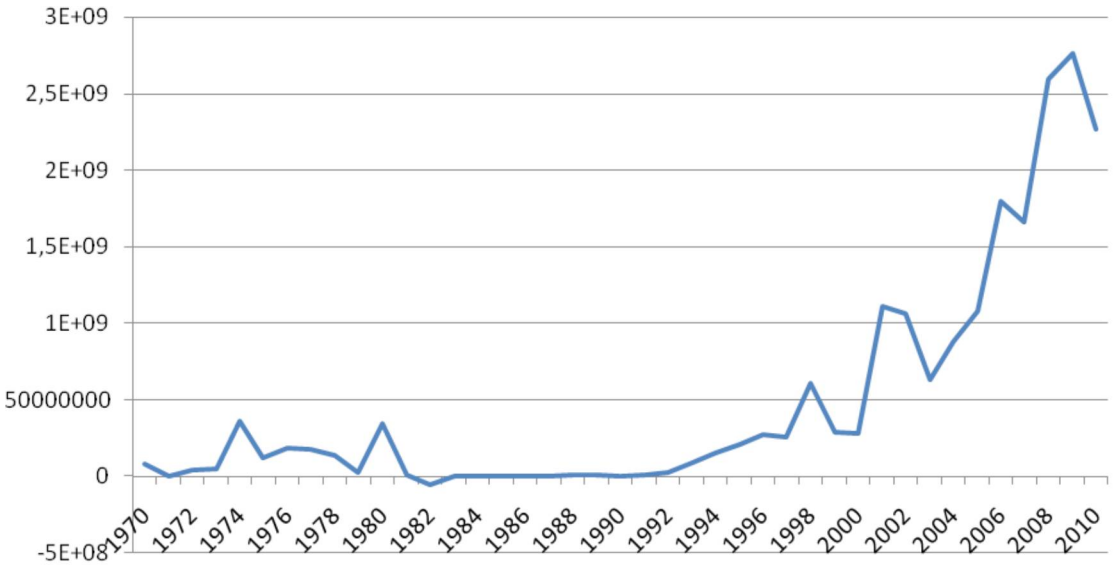
Les statistiques présentées montre clairement que les réseaux ethniques algériens du à l'émigration sont à plus de 90 % concentrés majoritairement entre l'Algérie et la France. Dans ce qui suit, nous allons essayer de vérifier si ces réseaux ont eu une influence sur les implantations des IDE en Algérie, si c'est non, nous allons essayer de chercher les principaux causes.

**3– Les IDE en Algérie** :

L'Algérie a été considérée pendant plus de 30 ans comme un marché vierge en termes d'investissement direct étranger. La figure suivante montre la variation du volume des IDE en Algérie durant la période (1970 – 2010). Il est claire que ce pays malgré son marché vaste, sa richesse en ressources naturelles ainsi que sa main d'œuvre jeune et consistante n'as pas été considéré comme une cible d'investissement par les transnationales durant les vingt premières années de la période étudiée.

A partir de l'an 2000, l'Algérie, comme le montre la même figure, reçoit de plus en plus d'IDE, sauf que leur stock reste faiblard[6]. Selon les statistiques fournit par l'ANDI[7] (l'Agence Nationale de Développement des Investissement), en 2010, au niveau africain l'Algérie faisait partie des dix premiers pays en termes de réception d'IDE. Aussi, selon la même source, deux tendances contradictoires caractérisent les flux des investissements directs étrangers, en premier lieux il s'agit d'une baisse nette dans les investissements d'origine européens et en second lieux l'existence d'un regain d'intérêt des investisseurs originaire des pays du Golfe.

**Figure 4** : L'évolution des IDE Algérien




Source : BM DATA Set

6 Il s'agit là de l'accumulation des IDE.

7

En analysant la figure suivante (les indicateurs des IDE en Algérie), qui insiste sur les indices concernant les IDE fournit par la CNUCED, il est claire que les flux annuels d'IDE restent presque stable avec une moyenne de 2.527 millions de Dollar Américain. Cette tendance des flux annuels peut être traduite par une augmentation annuelle de presque 100% (le double) dans les stocks des IDE si on considère l'absence d'une hémorragie d'IDE[8].

**Figure 4** : Les indicateurs des IDE en Algérie

| Investissement Direct Etranger | 2009 | 2010 | 2011 |
|---|---|---|---|
| Flux d'IDE entrants (millions USD) | 2.746 | 2.264 | 2.571 |
| Stocks d'IDE (millions USD) | 16.946 | 19.210 | 21.781 |
| Indicateur de performance[9], rang sur 181 économies | 130 | 113 | 103 |
| Indicateur de potentiel[10], rang sur 177 économies | - | - | 62 |
| Nombre d'investissements greenfield[11] | 32 | 20 | 25 |
| IDE entrants (en % de la FBCF[12]) | 5,7 | 4,8 | 4,0 |
| Stock d'IDE (en % du PIB) | 12,3 | 12,1 | 11,7 |

Source : CNUCED.

Dans la troisième ligne du tableau, il est indiqué l'indicateur de la performance des IDE, il s'agit d'un classement établi par la CNUCED montrant l'importance des IDE du pays par rapport au PIB au niveau mondial. Sur 181 pays, l'Algérie été classé 130 au niveau mondial, loin d'être un grand profiteur des IDE, l'Algérie a fait un grand progrès dans ce domaine en se classant dans la 113eme place en 2010 et la 103eme en 2011.

Un deuxième indice dit l'indicateur de potentiel, comme le premier, basé sur plusieurs indicateurs économique et structurel tel que le PIB, les IDE et les infrastructures, n'as pas classé l'Algérie sur 177 pays en 2009 et 2010 à cause d'un manque dans les statistiques, mais elle a été classé 62eme en 2011. Nous pensons qu'il s'agit d'un progrès important mais pas suffisant pour maximiser le profit tiré des IDE en les attirant de plus en plus ou au moins en laissant l'effet réseaux ethnique faire son travail.

Le nombre des investissements directs étranger Greenfield concernant généralement l'expansion et l'ouverture des grandes sociétés a été relativement moins stable surtout durant les trois dernières années. Passant de 32 IDE entrant en 2009 à 20 en 2010 et 25 en 2011. Le pourcentage des IDE par rapport à la formation brute du capital fixe, prend en considération les investissements

8 Des flux sortant d'IDE déjà installés en Algérie.

9 L'indicateur du Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays…etc.

10 L'indicateur du Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays…etc.

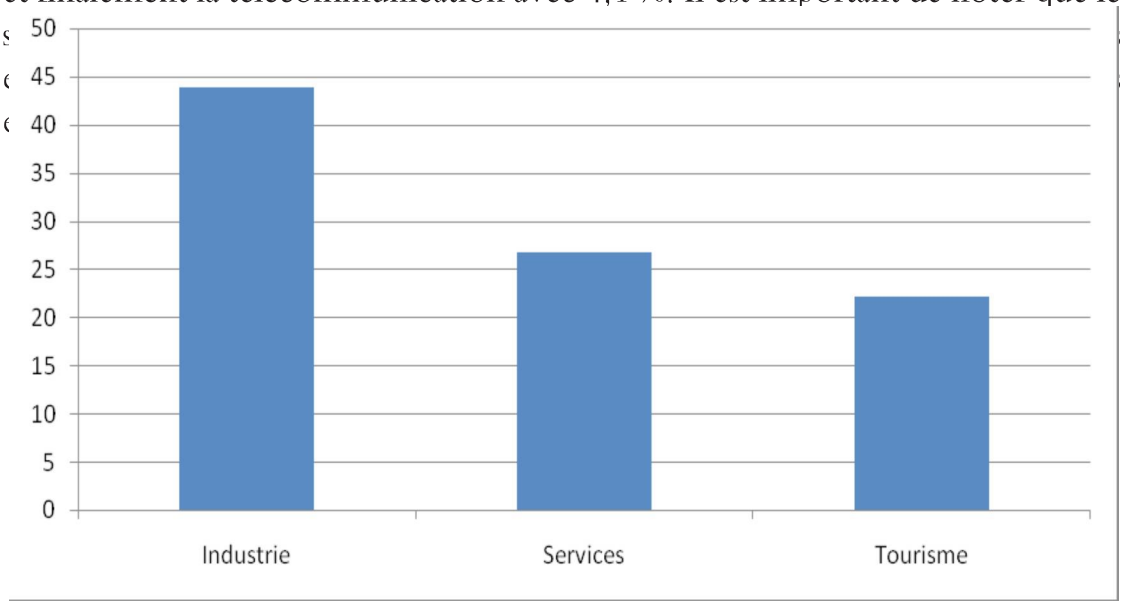
11 Les investissements Greenfield correspondent à la création de filiales par la maison mère.

12 L'indicateur du Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays…etc.

matériels, il a été à son tour instable mais moins que le précédent. Nous remarquons qu'en plus de son instabilité, cet indice a marqué une diminution croissante durant les trois années étudiées passant de 5,7 en 2009 à 4,8 en 2010 et à 4 en 2011.

La dernière ligne du tableau indique le stock des IDE en pourcentage du PIB, cette dernière mesure parait plus stable durant les trois années étudiés elle à une moyenne de 12 %. Il faut mettre en relief le fait qu'il ne s'agit pas du pourcentage de la contribution des IDE dans le PIB mais de la part des sommes des IDE en Algérie par rapport au PIB. Loin de représenter une importante proportion du revenu de l'Algérie, les IDE comme nous le pensons reste profitable à leurs pays d'origine contrairement aux pays de destination des IDE.

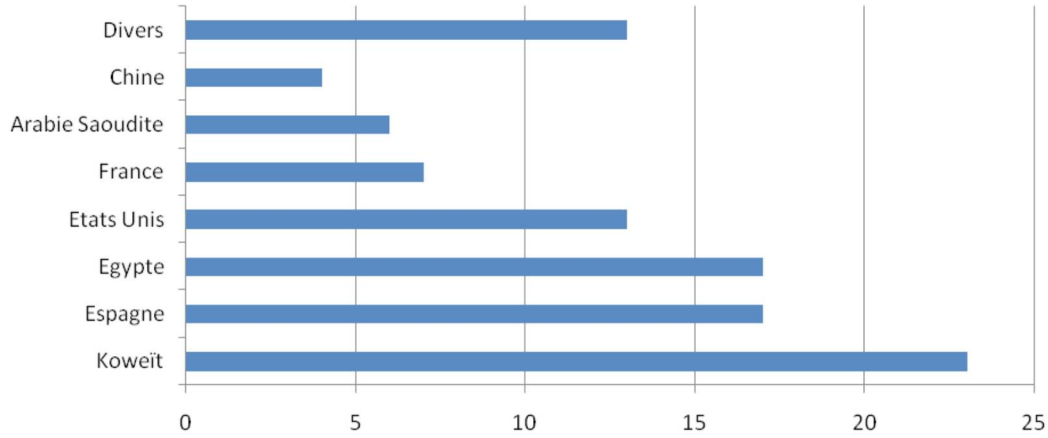
La figure suivante montre la répartition des IDE sur les secteurs d'investissement. En Algérie, le secteur industriel prend la part du lion avec 43,9 % des IDE implantés en Algérie en 2011. Le secteur des services vent en seconde place avec 26,7 % des IDE, suivi par le secteur touristique avec 22,2 % et finalement la télécommunication avec 4,1 %. Il est important de noter que le




Source : ANDI

Les pourcentages des flux des IDE par pays d'origine en 2011 sont présentés dans la figure suivante. Dans le premier rang, le Koweït avec une couverture de plus de 23 % du marché algérien suivie par l'Espagne et l'Égypte avec plus de 17 %. Les Etats Unis disposant de plus de 13 % du marché algérien occupe la quatrième place, elle est suivi, dans le cinquième rang, par la France avec environ 7 % du marché algérien des IDE. L'Arabie Saoudite avec 6% et la Chine avec 4% du marché Algérien représentent les pays les moins exportateurs d'IDE vers l'Algérie avant le reste des pays.

**Figure 6** : Les flux d'IDE par pays



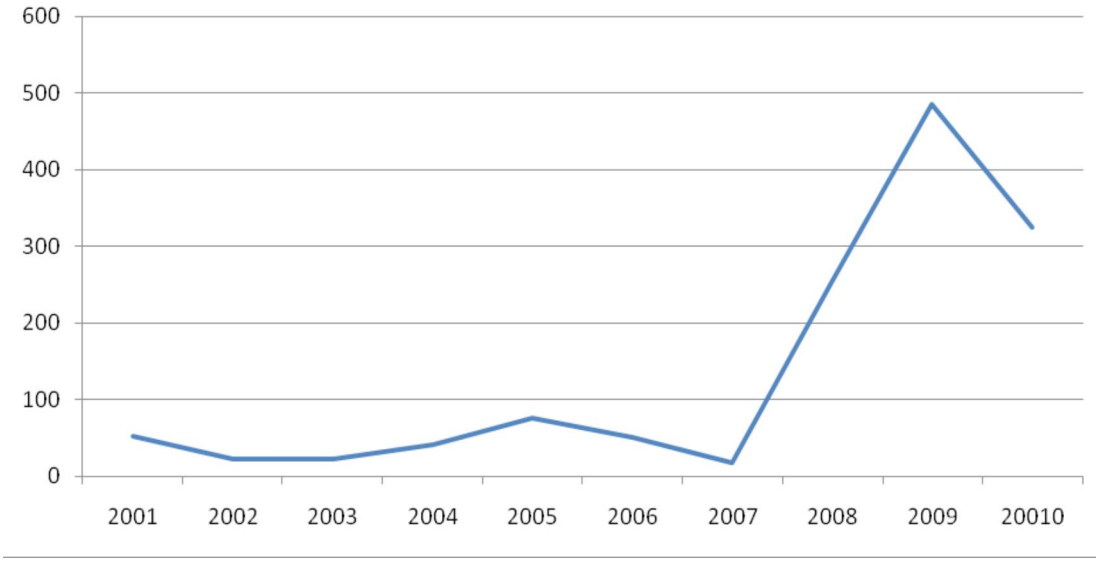

Source : ANDI

Il est primordial de noter que la cinquième position occupée par la France avec environ 7 % du total des IDE implantés en Algérie, contredit les résultats attendu par rapport à la relation des réseaux ethniques reliant la migration internationale aux investissements directs étrangers. Si, par exemple, nous prenons on considération ce que nous avons déjà évoqué dans la partie précédente concernant le couloir migratoire le plus important en Algérie (Algérie – France avec plus de 90% selon les dernières statistiques) et en suivant la logique des réseaux ethnique, la France doit être le premier, ou au moins parmi les premiers, investisseurs direct étranger en Algérie, ce que ne reflète pas la réalité.

La figure au-dessous, présente les volumes des IDE français implantés en Algérie. Il est claire que malgré leurs faiblesses même après le commencement de l'ouverture et de la réception des IDE en Algérie à partir de l'an 2000 (voir la figure d'IDE en Algérie) les IDE français reste limité jusqu'en 2007 ou nous remarquons une petite tendance de croissance. Le pique de 2009 peut être facilement expliqué par la crise financière propagé en Europe dés le début de cette année impliquant plus de rigueur et de méfiance de la part et des investisseurs et du gouvernement français.

Mais la question qui se pose est pourquoi l'effet des réseaux ethniques n'a pas donnés ces fruits en Algérie ? Pourquoi les 90% émigrés algériens résidant la France n'ont pas joué le rôle du canal d'informations, facilitant par la suite l'attraction des IDE français en Algérie ?

**Figure 7** : Les IDE français en Algérie




Source : OCDE data set.

**4– L'absence d'un effet réseau ethnique sur les IDE en Algérie : pourquoi ?**

Avant d'évoquer directement les causes de l'absence de l'effet des réseaux ethniques, il est essentiel de citer les entraves qui ont retardé l'Algérie dans le domaine de la réception des IDE. La majorité des économistes pensent que la série des mesures protectionnistes prises par le gouvernement algérien, et spécialement la nouvelle réglementation relative aux IDE, qui impose une participation majoritaire de la part de l'Algérie de 51% (ANDI, 2012), représentaient des facteurs décourageant les investisseurs étrangers de choisir l'Algérie comme une cible de délocalisation ou d'expansion.

D'autres facteurs ont joué le même rôle de découragement, nous pouvons les résumer dans : l'insécurité, la corruption, les lourdeurs bureaucratiques, la faiblesse du secteur financier et l'insécurité juridique relative aux droits de propriété intellectuelle (ANDI, 2012). A présent, et selon la même agence, le gouvernement est plus que jamais engagé dans la destruction des entrave à l'investissement à travers la libéralisation économique et le lancement des recherches à l'investissement étranger dans des secteurs tels que les infrastructures, les télécommunications, l'énergie et l'eau.

Après avoir montré tout ces effets, il claire que le retard de l'Algérie en terme de réception des IDE est expliqué majoritairement par des facteurs économiques, par contre, en ce qui concerne la petite part française dans les IDE algérien nous pensons qu'elle est expliquée par des facteurs non économique. Notre explication est que Les relations entre l'Algérie et la France ont été très Froides du coté de la majorité du peuple algérien comme du coté du gouvernement (traditionnellement le FLN) ce qui s'est répercuté négativement sur les relations

économiques des deux pays. Le gouvernement algérien a refusé plusieurs fois d'accorder des investissements de grande ampleur à des investisseurs français.

Si nous prenons l'exemple relativement récent de l'affaire CIBA[13] , la soumission de la Farge ( le plus ancien groupe mondiale et le leader dans la production du ciment ) le groupe français a été refusé par le gouvernement algérien, et suivant un traité d'amitié et de coopération signé entre l'Algérie et l'Egypte à l'époque le group ORASCOM construction a eu l'accord du gouvernement algérien. Le groupe français a beaucoup tenu à cet investissement gigantesque pour cela il l'a racheté la part d'ORASCOM construction dans ce groupe 4 ans plus tard.

**5– Les perspectives du réseau ethnique entre l'Algérie et la France** :

A partir de l'analyse précédente, nous concluons que les traités d'amitiés et de coopération entre les pays jouent ainsi un rôle important dans les orientations des IDE. De l'autre coté, l'histoire du peuple algériens et du gouvernement algérien et la position prise envers la France après 130 ans de colonisation a affectée négativement les relations entre les gouvernements algérien et français et cela a été répercuté sur les flux des IDE de la France vers l'Algérie.

Le 20 décembre dernier (2012), le président français[14] a visité l'Algérie afin d'améliorer les relations avec le gouvernement algérien, il a signé avec le président algérien un traité d'amitié et de coopération dans plusieurs domaine avec essentiellement l'installation d'une usine Renault pour la production de véhicules.

Nous pensons que ce traité va réorienter les destinations des IDE français et le classement dans les pays possédant des IDE en Algérie. Aussi, nous pensons qu'il est venu temps pour l'Algérie, même si les IDE restent des investissements étrangers, de sortir de sa situation de perdant– perdant pour commencer à tirer profit du pays qui s'est dépondait sur ces ressources pour son développement économique. Tout ça en essayant de suivre le sentier des pays émergents tel que la Turquie, l'Inde, le Brésil ou bien la Chine.

13 Ciment Blanc Algérie.

14 Voir Elwatan du 20 /12/2012

**Conclusion** :

Dans ce travail nous avons conclus que la relation de la motivation des IDE par la migration internationale ou autrement dite, l'effet des réseaux ethniques sur les IDE est absente en Algérie. Le couloir migratoire le plus important des algériens est Algérie-France avec plus de 90% des émigrés algériens. Par contre, la France est classé 5eme dans les pays exportant des IDE à l'Algérie avec environ 7 % des IDE en Algérie.

Aussi, les IDE en Algérie ont été marqués par une faiblesse durant la période 1970 – 2000 et nous remarquons une tendance croissante de ces flux à partir de l'an 2000. Par contre, les IDE français non pas suivie la même tendance des autres IDE, ils n'ont commencé de croitre timidement qu'après 2007 avec un autre crash a partir de 2009 à cause de la crise financière impliquant plus de prudence et de rigueur de la part du gouvernement et des investisseurs français.

Nous avons ainsi essayé de fournir des explications pour ce retard général d'ouverture envers la réception des investissements directs étranger et particulièrement les IDE Français. Pour le premier, d'après les économistes, l'insécurité, les mesures protectionnistes, la bureaucratie, la corruption et la faiblesse financière ainsi que d'autres facteurs d'ordre structurel sont à la base de la faiblesse des IDE implantés en Algérie. Par conséquent la part limité des IDE Français elle est due à l'histoire de colonisation française et ce qu'elle a laissé dans la mémoire du peuple algérien et du gouvernement algérien.

Les mauvaises relations politiques entre les deux pays ont joué contre l'installation des IDE français en Algérie, nous pensons que le dernier traité d'amitié et de coopération entre les deux pays ainsi que l'installation de l'usine Renault va favoriser la croissance des flux d'investissement directs Français en Algérie et cela va débloquer le processus des réseaux ethniques. En générale, l'absence des facteurs historiques ou politiques dans la prise de décision économique au sein du marché des IDE favorise la motivation de l'attraction des investissements directs étrangers par les pays d'origines de la migration.

**Références Bibliographique** :

ANDI "rapport de l'agence nationale des investissements" (2012)

BARTOLOMEO A D, JAULIN T & PERRIN D; "CARIM –Migration Profile: Algeria" CARIM working papers, December 2010.

Bein, Docquier & Rapoport "Brain Drain and Human Capital Formation in Developing Countries: Winners and Loosers" (2008).

Bhagwati J & Hammada K "The Brain Drain; International Integration of Markets for Professionals and Unemployment: A Theoretical Analysis" number 102; February 1973.

Blomqvist A G « International Migration of Educated Manpower and Social rates of Return to Education in LDCS" International Economic Review; vol 27 N 1; February 1986.

Defoort C, « Migration Qualifiées et Capital Humain : Nouveaux Enseignements Tires d'une Base de Données en Panel », University of Lille 2, November 2007.

Docquier F, Lodigiani E, Rapoport H and Schiff M "Emigration and democracy" CREAM, 2011.

Docquier F, Rapoport H & Salomone O, "Remittances and Education" CREAM 2011.

Docquier F, Lodigianib E, Rapoport H and Schiff M, "Migration and Institutions" CREAM, 2012.

Galor O & Tsiddon T « The Distribution of Human Capital and Economic Growth" Journal of Economic Growth Vol 2; 1997.

Gao, Ting. 2003. "Ethnic Chinese Networks and International Investment: Evidnece from Inward FDI in China," Journal of Asian Economics.

Gelos, Gaston and Shang-Jin Wei. 2005. "Transparency and International Portfolio Holdings," Journal of Finance.

Girma, Sourafel and Holger Görg. 2007. "Evaluating the Foreign Ownership Wage Premium Using a Difference-in-Differences Matching Approach," Journal of International Economics.

Gibson and all "Natural Experiment Evidence on the Effect of Migration on Blood Pressure and Hypertension" CREAM, 2010.

Gubert F & Nordman C J « Migration Trends in North Africa : Focus on Morocco, Tunisia and Algeria" OCDE, Vol 4; 2009.

Haque N U & Kim S "Human Capital Flight: Impact of Migration on Income and Growth" IMF; vol 42 N 3; September 1995.

Javorcik B et al. "Migrant Networks and Foreign Direct Investment" Forthcoming in the Journal of Development Economics

Jochen & Schumann, "International Migration and Social Capital" CREAM (2004)

Lewis A « Developpment with Unlimited Supply of Labour" 1954.

López, Schiff "Reviewed Migration and the Skill Composition of the Labour Force: The Impact of Trade Liberalization in LDCs" The Canadian Journal of Economics Vol. 31, 2009.

Lucas « Human Capital Accumulation » 1988.

Marfouk A, « la Fuite des Cerveaux en Afrique : Ampleur et Déterminants », Université libre of Bruxel, Tripoli ; October 2007.

Miyagiwa K "Scale Economies in Education and the Brain Drain Problem" International Economic Review, Vol 32; N 3; August 1991;

Montford A "Can a Brain Drain be Good for Growth in the Source Economy" Journal of Development Economics; vol 53 ;1997.

Nyahoho "le commerce international" 1996.

IOM Report 2011 on International Migrations.
Ratha D, Mohapatra S, and Silwal A «Remittance Flows to Developing Countries Remained Resilient in 2009: Expected to Recover During 2010–11» The World Bank, 23 April 2010.

Scott A "The Brain Drain– is a Human Capital Approach Justified" 1970.

Shiff M "Brai Gain: Claims About Its Size and Impact on Welfare and Growth are Gratly Exaggerated" Word Bank; 2005.

Stark O & Bloom D E "The New Economics of Labor Migration" 1985.

Stark O; Helmenstein C & Prskawetz A "A Brain Gain With A Brain Drain" Reihe Okonomics/ Economics Series N 45. June 1997.

The Migration and Remittances Factbook, World Bank 2011.

Vidal J P "The Effect of Emigration on Human Capital Formation" J Popul Econ; 1998.

(Footnotes)

1 L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans la totalité des IDE mondiales entrants ainsi que sa part dans le PIB mondial.

2 L'indicateur du Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays…etc.

3 Les investissements Greenfield correspondent à la création de filiales par la maison mère.

4 La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.